SECTION DU CALVADOS
FO DGFiP 14
FINANCES PUBLIQUES
MÊME PLUS L'IMPÔT SUR LES OS
Première Organisation Syndicale dans le Calvados

Syndicat National Force Ouvrière des Finances Publiques Section du Calvados

PERMANENCE :
7, bd Bertrand - 14034 Caen Cedex
3ème étage – Porte 318
fo.ddfip14@dgfip.finances.gouv.fr
02.31.38.34.61

Comment faire pour continuer à dézinguer les Finances publiques?

Les annonces se succèdent à un rythme effréné...

Après la fin annoncée de la TH, la mise en place du prélèvement à la source, voici que certains,un en particulier, annoncent la fin de la déclaration de revenu, jusque là pourtant jugée indispensable!

Après les premières annonces de réaménagement du territoire dans certains départements, on nous affirme que le gouvernement veut remettre de l'emploi en milieu rural!

Or dans les faits, qu'est-il réellement prévu ? Un véritable recul des implantations DGFIP et plus globalement des services publics avec pour principale conséquence, un éloignement des services à l'usager :

- Fermeture de la majorité des Trésoreries et mise en place de back office, de conseillers itinérants par EPCI, d'agences comptables, de SFACT, d'espaces de co-working
- Resserrement du nombre de SIP/SIE/SPF. A noter que le raisonnement tient compte des bassins de vie et donc pas uniquement des limites départementales.
- Mise en place de "points de contact", soit dans les mairies aux frais de l'ordonnateur, soit dans des MSAP (maison de service au public, Point info 14), avec possibilité d'une présence DGFIP mais... une convention entre le département et la DDFiP du Calvados nous sera d'ailleurs présentée le 29 mars en CTL.

Sans parler des projets concernant le transfert de missions vers l'IGN, la mise en place d'agence unique de recouvrement des recettes sociales et fiscales hors DGFIP, de l'utilisation de l'intelligence artificielle en contrôle fiscal....

Tout cela dans le but évident de pouvoir réduire la dépense publique, MAIS SURTOUT LE NOMBRE D'EMPLOI A LA DGFIP!!! Nombre de suppressions que l'on refuse de nous communiquer mais le chiffre d'environ 30000 circule !

Quant au progrès apporté par ces réformes, quel est-il ? Voilà venir le fiscbus itinérant... et même les visites à domicile CHEZ les contribuables!! Est ce vraiment un progrès?

A-t-on tenu compte de la sécurité des agents dans ces projets? Les difficultés rencontrées par nos collègues vérificateurs n'interpellent elles pas nos dirigeants?

Aussi, **FO-DGFiP** réaffirme ses revendications et dénonce les conditions du dialogue social à la DGFiP.

- Nous voulons savoir à quel volume de suppressions d'emplois programmé jusqu'à 2022 aboutirait ce projet que nous contestons.
- Nous exigeons a minima un moratoire des restructurations et réformes déjà en cours.
- Nous exigeons de disposer de toutes les informations département par département pour être à égalité de niveau d'information avec la Direction Générale.

Parce ce que nous voulons continuer à assurer de véritables missions de services public,

Parce que nous ne voulons pas d'un avenir qui ressemblera à celui de la Poste ou de France Télécom,

Parce que Personne ne peut aujourd'hui se croire à l'abri, quel que soit son grade, quelle que soit son affectation, quelle que soit la mission qu'il exerce

TOUS EN GREVE !

PARCE QUE LA GREVE DU 14 MARS AURAIT ETE INUTILE,
POURSUIVONS PAR UNE MOBILISATION TOUJOURS PLUS FORTE LE 28 MARS !